

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 428

15 février 2016

SOMMAIRE

Atelier Dentaire Born & Arnoldy S.à r.l.	20502	Euro Marketing and Administration (EMA) S.A.	20501
Cipio Partners S. à r.l.	20523	European Commodity Company S.A.	20500
Data Support International SA	20500	Fimalac Participations sàrl	20501
DB STG Lux 5 S.à r.l.	20529	Fincora Group S.à r.l.	20498
Devcotex S.à r.l.	20517	FoodRiders	20501
Dimmer S.à r.l.	20498	Futuran S.A.	20500
Distinctive Luxembourg S.à.r.l.	20503	Gennaker Pension SPF, S.A.	20499
Dominus Immobilier S.à r.l.	20498	Gennaker Pension SPF, S.A.	20499
Dresden, Pragerstraße 12 Beteiligung B S.à r.l.	20500	Gennaker Pension SPF, S.A.	20499
Dune Stratégie S.à r.l.	20498	Geogare 1	20499
EBDS-Engineering International S.A.	20501	HRT Fidalux S.A.	20502
Edmond de Rothschild Private Equity China II S.C.A., SICAR	20515	I.D.T., Interactive Dynamic Technologies S.à r.l.	20502
Effelle SA	20499	Jamalex S.A.	20504
Efimacor S.à r.l.	20526	JCI Participations S.à r.l.	20504
Endurance Finance S.à r.l.	20526	Katandrian S.A.	20503
Energy Asset Management S.à r.l.	20505	Lavande Participations S.A.	20504
Enhanced Loan Investment Strategy Direct Holdings S.à.r.l.	20520	Les P'tits Tigroux	20504
Entec Group International S.A.	20501	LG.1 Invest	20504
Epicure Berlin Property Management and Holdings S.A.	20500	Matrix International S.à r.l.	20502
Epinenge	20498	MOLLING Patrick Agence, S. à r.l.	20502
Episo 3 Edge Holding II S.à r.l.	20533	MQ&S International S.A.	20502
EPISO 4 Forge 1 S.à r.l.	20542	Murielle Coiffure	20503
Episo 4 Seed Holding S.à r.l.	20542	Real Estate Classifieds Asia Extra S.à r.l.	20544
Eurasia Beverages S.à r.l.	20501	Watling Private Equity S.A.	20503
		Watling Private Equity S.A.	20503

Epininge, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8469 Gaichel, Maison 4.

R.C.S. Luxembourg B 180.736.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arlon, le 28/12/2015.

EPINENGE SARL

SUD FIDUCIAIRE SPRL

Référence de publication: 2015212291/12.

(150238291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Fincora Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre
de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Fincora Group S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2015212308/12.

(150238052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Dune Stratégie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5447 Schwebsange, 53, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 152.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212241/10.

(150238608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Dominus Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4774 Pétange, 25, rue des Promenades.

R.C.S. Luxembourg B 190.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212258/10.

(150238332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Dimmer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7625 Larochette, 2, An der Scheerbach.

R.C.S. Luxembourg B 7.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212253/10.

(150237840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Gennaker Pension SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 169.940.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gennaker Pension SPF, S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015212378/11.

(150238406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Gennaker Pension SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 169.940.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gennaker Pension SPF, S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015212379/11.

(150238427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Gennaker Pension SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 169.940.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gennaker Pension SPF, S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015212380/11.

(150238437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Geogare 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8264 Mamer, 23, Ro'dewé.
R.C.S. Luxembourg B 77.555.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212381/10.

(150237570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Effelle SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 148.617.

Les comptes annuels au 30.06.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EFFELLE S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015212281/11.

(150238362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Futuran S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 55, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 173.007.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28.12.2015.

Jean-Marie DUVIVIER

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2015212358/12.

(150238200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Epicure Berlin Property Management and Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 111.467.

Les comptes annuels de la société au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015212272/11.

(150237693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

European Commodity Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 184.791.

Les comptes annuels au 01/07/2014 - 30/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212278/9.

(150238587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Dresden, Pragerstraße 12 Beteiligung B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 173.739.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2015212240/11.

(150238156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Data Support International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 67, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 167.895.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212243/11.

(150238222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Entec Group International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 117, Wäistrooss.
R.C.S. Luxembourg B 85.200.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212270/9.

(150238831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Eurasia Beverages S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212275/9.

(150238825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

EBDS-Engineering International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 139.984.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212279/9.

(150238585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Euro Marketing and Administration (EMA) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5692 Elvange, 2, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 64.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212297/9.

(150237988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Fimalac Participations sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.410.112,00.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 154.502.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212307/9.

(150238428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

FoodRiders, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-5683 Dalheim, 11, Wendelstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 181.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212321/9.

(150237750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Atelier Dentaire Born & Arnoldy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Mertert, 15, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 149.878.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015209614/9.
(150235891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

HRT Fidalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 41.178.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210384/9.
(150235916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

I.D.T., Interactive Dynamic Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 8-10, rue de l'etang.
R.C.S. Luxembourg B 189.796.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210386/9.
(150235389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Matrix International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2518 Luxembourg, 135, rue de Schetzel.
R.C.S. Luxembourg B 156.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210561/9.
(150235994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

MOLLING Patrick Agence, S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7253 Walferdange, 6, Iwwert dem Geierpad.
R.C.S. Luxembourg B 118.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210577/9.
(150236071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

MQ&S International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7165 Ernster, 7A, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 153.866.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210582/9.
(150235377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Murielle Coiffure, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 5, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 68.991.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015210584/9.
(150235571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Watling Private Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 136.498.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 décembre 2015.
Référence de publication: 2015211949/10.
(150237409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Watling Private Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 136.498.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 décembre 2015.
Référence de publication: 2015211950/10.
(150237410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Distinctive Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8290 Kehlen, 2, Domaine de Brameschhof.
R.C.S. Luxembourg B 152.850.

—
Les Comptes Annuels du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015210966/11.

(150236188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Katandrian S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 142.766.

—
Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015212504/14.

(150237756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

JCI Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JCI Participations S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015212488/12.

(150238527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Jamalex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 61.652.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Derenbach, le 29/12/2015.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2015212485/12.

(150238681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Les P'tits Tigrous, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3352 Leudelange, 19, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 153.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015212554/10.

(150237642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

LG.1 Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 184.196.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212555/10.

(150238323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Lavande Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 92.645.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015212546/10.

(150237849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Energy Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.836.

In the year two thousand fifteen,

on the twenty-fourth day of the month of November.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Allegro S.à r.l.”, a private limited company incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with current registered office at 11 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (formerly set at 23, Avenue Monterey, L-2136 Luxembourg), being registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 136 517 and acting in its capacity as sole shareholder (the "Sole Shareholder") of “Energy Asset Management S.à r.l.” (the “Company”), a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its current registered office at 11 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (formerly set at 23, Avenue Monterey, L-2136 Luxembourg), incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 15 March 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 709, on 06 April 2006 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 114 836 and the Articles of Incorporation of which have not been amended since,

duly represented by:

Mr Christian LENNIG, Rechtsanwalt, with professional address at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given to him on 19 November 2015.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

WHEREAS, according to article 7 of the Company's articles of incorporation (the "Articles"), as long as the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by the Luxembourg law of 10 August 1915 regarding commercial companies as amended (the "1915 Law") to the general meeting of shareholders and in such case the decisions of the single shareholder may be taken in writing on the text of the resolutions to be adopted under the terms and conditions as foreseen in the 1915 Law;

The agenda is the following:

Agenda:

1. Change of the purpose of the company and amendment of article 2 of the Articles of Incorporation.
2. Restating the Articles of Incorporation.

The Sole Shareholder passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the purpose of the company and as a consequence of the foregoing, article 2 of the Articles is amended and shall now read as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the creation, administration and management of Luxembourg and foreign undertakings for collective investment ("UCIs").

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and promotion of such UCIs. It may, on behalf of the UCIs, enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities or other permitted assets, proceed to any registrations and transfers in its name on behalf of the UCIs and holders of units of the UCIs, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the UCIs. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

In addition, the Company may act as general partner (associé gérant commandité) of the following common limited partnerships (sociétés en commandite simple), to be incorporated under the names "Global Property Select S.C.S., E.ON Pension Fund S.C.S., and Global Private Equity Select S.C.S. ", qualifying as investment companies with variable capital - specialised investment funds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the 2007 Law or of one or more other Luxembourg limited partnership(s).

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the aforementioned entities.

The Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, in accordance with chapter 16 of the 2010 Law and, where applicable, within the limits set forth by the 2007 Law."

Second resolution

The Shareholders resolved to fully restate the Articles, which shall now read as follows:

Definitions

The following terms shall have the meaning as set out hereafter whenever used herein with initial capital letters:

"1915 Law" means the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time;

"2007 Law" means the Luxembourg law dated 13 February 2007, relating to specialised investment funds, as amended or replaced from time to time;

"2010 Law" means the Luxembourg law dated 17 December 2010, relating to undertakings for collective investment, as amended from time to time;

"Articles" means the present articles of incorporation;

"Board" means in case of plurality of Managers the board of Managers of the Company;

"Business Day" means any day, other than a Saturday or Sunday, when banks in Luxembourg are open for the transaction of normal business;

"Euro" or "EUR" means the lawful currency of the European Union member States that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community as amended by the Treaty on European Union and as amended by the Treaty of Amsterdam;

"Manager" means the manager or in case of plurality of managers, a manager appointed to the Board in accordance with these Articles or as the case may be a member of the Board;

"Share(s)" means the shares issued by the Company and any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any shares representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Company; and

"Shareholder" means a holder of Shares.

Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in future a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of Energy Asset Management S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. The purpose of the Company is the creation, administration and management of Luxembourg and foreign undertakings for collective investment ("UCIs").

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and promotion of such UCIs. It may, on behalf of the UCIs, enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities or other permitted assets, proceed to any registrations and transfers in its name on behalf of the UCIs and holders of units of the UCIs, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the UCIs. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

In addition, the Company may act as general partner (associé gérant commandité) of the following common limited partnerships (sociétés en commandite simple), incorporated under the names "Global Property Select S.C.S., E.ON Pension Fund S.C.S., and Global Private Equity Select S.C.S.", qualifying as investment companies with variable capital -specialised investment funds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the 2007 Law or of one or more other Luxembourg limited partnership(s).

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the aforementioned entities.

The Company may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, in accordance with chapter 16 of the 2010 Law and, where applicable, within the limits set forth by the 2007 Law.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or in case of plurality of Managers, by resolution of the Board, after having received Shareholders consent.

In the event that the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The Company's capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) represented by thousand (1,000) Shares of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each.

The 1,000 Shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the 1915 Law.

Title III. Shareholder meetings

Art. 6. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Company.

Art. 7. In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which might be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

Art. 8. If legally required or if not so required upon the decision of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, annual general meetings of Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, exceptional circumstances so require.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title IV. Administration

Art. 9. The Company shall be managed by one or more Manager(s). If several Managers have been appointed, they will constitute a Board.

The Manager(s) need not be Shareholders of the Company.

The Manager(s) shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

In case of plurality of managers and in the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, retirement or otherwise, the remaining Managers may meet and may elect, by majority vote, a Manager to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders.

Art. 10. The Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not to be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the manager or in case of plurality of managers, the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least 5 Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least two Managers are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 11. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 12. The Company shall be bound by the sole signature of its single Manager, or in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers of the Company, or by the individual signature of the managing director or by the individual signature of an officer or any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Manager or in case of plurality of Managers, by the Board.

Art. 13. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 14. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of UCIs it manages to any of its directors or officers or any company or firm controlled by them.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such manager or officer shall, in case of plurality of managers, make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Art. 15. The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a unitholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct;

in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title V. Accounting, Distributions

Art. 16. The operations of the Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more auditor(s) qualifying as reviseur d'entreprises agréé(s). The auditor(s) shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of Shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31 december of each year.

Art. 18. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the manager or in case of plurality of managers, the Board, to do so.

The manager or in case of plurality of managers, the Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

Title VII. Winding up, Liquidation

Art. 19. In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

Title VIII. Amendments

Art. 20. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

Art. 21. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2010 Law.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing party the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder appearing signed together with Us notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn,
am vierundzwanzigsten Tag des Monats November.

Vor Uns Notar, Maître Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz zu SASSENHEIM (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

„Allegro S.à r.l.“ eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit gegenwärtigem Sitz in 11, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (früher 23, avenue Monterey, L-2136 Luxemburg), eingetragen im R.C.S. Luxemburg unter der Nummer B 136 517, und handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin (der „Alleingesellschafter“) der „Energy Asset Management S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtum Luxemburg, mit gegenwärtigem Sitz in 11, rue Beaumont, L-1219 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (früher 23, avenue Monterey, L-2136 Luxemburg), eingetragen im R.C.S. Luxemburg unter der Nummer B 114 836, gegründet gemäß einer notariellen Urkunde aufgenommen am 15. März 2006, welche am 06. April 2006 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 709 veröffentlicht wurde und welche Satzung seitdem nicht mehr abgeändert wurde,

hier vertreten durch:

Herrn Christian LENNIG, Rechtsanwalt, berufsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxemburg, kraft einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche am 19. November 2015 ausgestellt wurde.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Unter Berücksichtigung von Artikel 7 der Satzung (die "Satzung") ist, solange das Aktionariat der Gesellschaft aus einem Alleinesellschafter besteht, übt dieser sämtliche Befugnisse aus die das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaft in der jeweils aktuell geltenden Fassung (das "1915 Gesetz") der Generalversammlung der Gesellschafter gewährt und in diesem Fall können die Beschlüsse des Alleingeschafters schriftlich und gemäß den Bestimmungen des 1915 Gesetzes gefasst werden.

Tagesordnung:

1. Änderung des Gesellschaftszweckes und Anpassung von Artikel 2 der Satzung.
2. Neuformulierung der gesamten Satzung.

Der Alleingesellschafter hat folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschliesst den Gesellschaftszweck abzuändern und als Folge des vorangehenden beschliesst der Alleingesellschafter, dass Artikel 2 der Satzung angepasst wird und nun wie folgt lautet:

" **Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft ist die Gründung, Verwaltung und die Führung der Geschäfte von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGAs").

Die Gesellschaft wird sämtliche mit der Geschäftsführung, Verwaltung und Vermarktung der OGAs verbundenen Tätigkeiten durchführen. Sie kann im Namen der OGAs Verträge schließen, Wertpapiere oder andere zulässige Vermögenswerte erwerben, veräußern, tauschen und übergeben, kann im Namen der OGAs und Anteilhabern von OGAs Eintragungen und Übertragungen vornehmen lassen und deren Rechte und Vorrechte ausüben, wie insbesondere die Ausübung von mit den Wertpapieren, die die Vermögenswerte der OGAs bilden, verbundenen Stimmrechten. Die vorstehende Aufzählung ist nicht als abschließend, sondern als beispielhaft anzusehen.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft als Komplementärin (associé gérant commandité) der folgenden Kommanditgesellschaften (société en commandite simple) fungieren, welche unter den Namen "Global Property Select S.C.S., E.ON Pension Fund S.C.S. und Global Private Equity Select S.C.S." gegründet wurden und als Investmentgesellschaften mit variablem Kapital - spezialisierte Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) unter dem Gesetz von 2007 reguliert sind, oder von einer oder mehreren anderen Luxemburger Kommanditgesellschaft(en).

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten ausführen, die mit ihrer Stellung als Komplementärin der vorbezeichneten Gesellschaften zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann sämtliche Tätigkeiten ausüben, die sie für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich erachtet und die im Einklang mit Kapitel 16 des Gesetzes von 2010 und gegebenenfalls des Gesetzes von 2007 stehen.

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschliesst die vollständige Satzung neu zu formulieren, welche nun wie folgt lautet:

Definitionen

Die folgenden Begriffe haben, wenn sie mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben sind, die ihnen jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Gesetz von 1915" ist das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Gesetz von 2007" ist das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner jeweils geltenden Fassung oder seiner Nachfolgesetzgebung;

"Gesetz von 2010" ist das luxemburgische Gesetz vom 17. Dezember 2010 bezüglich Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Satzung" ist die vorliegende Satzung;

"Rat der Geschäftsführung" ist, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung;

"Geschäftstag" ist ein Tag, außer Samstag und Sonntag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;

"Euro" oder "EUR" ist die gesetzliche Währung derjenigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die gemäß dem Vertrag über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die gemeinsame Währung eingeführt haben;

"Geschäftsführer" ist der Geschäftsführer, oder sofern mehrere bestellt sind, einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;

"Gesellschaftsanteil(e)" sind die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen; und

"Gesellschafter" ist ein Inhaber von Anteilen.

Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen Energy Asset Management S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist die Gründung, Verwaltung und die Führung der Geschäfte von luxemburgischen und ausländischen Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGAs").

Die Gesellschaft wird sämtliche mit der Geschäftsführung, Verwaltung und Vermarktung der OGAs verbundenen Tätigkeiten durchführen. Sie kann im Namen der OGAs Verträge schließen, Wertpapiere oder andere zulässige Vermögenswerte erwerben, veräußern, tauschen und übergeben, kann im Namen der OGAs und Anteilhabern von OGAs Eintragungen und Übertragungen vornehmen lassen und deren Rechte und Vorrechte ausüben, wie insbesondere die Ausübung von mit den Wertpapieren, die die Vermögenswerte der OGAs bilden, verbundenen Stimmrechten. Die vorstehende Aufzählung ist nicht als abschließend, sondern als beispielhaft anzusehen.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft als Komplementärin (associé gérant commandité) der folgenden Kommanditgesellschaften (société en commandite simple) fungieren, welche unter den Namen "Global Property Select S.C.S., E.ON Pension Fund S.C.S. und Global Private Equity Select S.C.S." gegründet werden und als Investmentgesellschaften mit variablem Kapital - spezialisierte Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) unter dem Gesetz von 2007 reguliert sind, oder von einer oder mehreren anderen Luxemburger Kommanditgesellschaft(en).

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten ausführen, die mit ihrer Stellung als Komplementärin der vorbezeichneten Gesellschaften zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann sämtliche Tätigkeiten ausüben, die sie für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich erachtet und die im Einklang mit Kapitel 16 des Gesetzes von 2010 und gegebenenfalls des Gesetzes von 2007 stehen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung der Gesellschaft gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft befindet oder befinden, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland, eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist auf hundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-) festgelegt und in tausend (1.000) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die 1.000 Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschäfters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Geschäftsführers, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfter hat, sind die von dem Alleingeschäfter gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes von 1915.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 6. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 7. Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfter hat, stehen diesem sämtliche, der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingeschäfter zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche, von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jedes Geschäftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

Art. 8. Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, des Rates der Geschäftsführung der Gesellschaft, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischen Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft, können weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Gesellschafter bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer, oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung

Art. 9. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Rat der Geschäftsführung.

Der bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Der bzw. die Geschäftsführer werden von der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, sowie für den Fall, dass der Posten eines Geschäftsführers aufgrund des Todes, der Eintritts in den Ruhestand eines Geschäftsführers oder aus anderen Gründen vakant wird, können sich die verbleibenden Geschäftsführer versammeln und mit einfacher Mehrheit einen Geschäftsführer wählen, der eine solche Vakanz bis zur nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung ausfüllt.

Art. 10. Der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigte haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern

mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens fünf Tage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Gesellschaft vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Gesellschaft per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 11. Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft ausgeübt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers verpflichtet oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Gesellschaft, oder durch die alleinige Unterschrift des Managing Directors oder eines Bevollmächtigten oder einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch den Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen worden ist.

Art. 13. Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn ein oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind, sofern sich die Gesellschaft verpflichtet, nicht wissentlich Vermögenswerte von OGAs, die sie verwaltet, an ihre Geschäftsführer oder Bevollmächtigte oder von diesen beherrschte Gesellschaften oder Unternehmen zu verkaufen oder zu verleihen.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung

an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigte für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Anteilhaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betroffene insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer- laut Auskunft des Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigte möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft, ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um reviseur d'entreprises agréé(s) handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, an dem über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung heraufoder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft anweisen, dies zu tun.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation

Art. 19. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Abschnitt VIII. Änderungen

Art. 20. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischen Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 21. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz von 1915, dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 2010 zu lösen.

WORÜBER diese Urkunde am eingangs erwähnten Datum in Luxemburg aufgenommen wurde.

Der Notar, der der englischen Sprache kundig ist, erklärt, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung, und dass bei Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung auf Wunsch der erschienenen Gesellschafter die englische Fassung Vorrang haben soll.

Diese Urkunde wurde den Stellvertretern der erscheinenden Partei vorgelesen und von diesen Stellvertretern und Uns dem Notar gemeinsam unterzeichnet.

Gezeichnet: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 25. November 2015. Relation: EAC/2015/27847. Erhalten fünfundsechzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015196718/549.

(150220914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Edmond de Rothschild Private Equity China II S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 196.056.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth of November.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the partnership limited by shares incorporated and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name ““Edmond de Rothschild Private Equity China II S.C.A.” (hereinafter, the Company), with registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 196056, incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch/Alzette, dated March 13, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1152, dated May 5, 2015 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated November 2, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is chaired by Mr. Nicolas Cuisset, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Ms. Morgane Mathieu, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms. Morgane Mathieu, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to state that:

The shareholders present or duly represented by virtue of two (2) proxies given respectively on October 26, 2015 and on October 27, 2015, and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.

As appears from said attendance list, one hundred per cent (100%) of the Company's share capital, presently set at fifty thousand five hundred Euro (EUR 50.500,00), are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

Agenda

1. Dissolution of the Company;
2. Settlement or provision of all liabilities of the Company;
3. Unanimous decision of the shareholders to authorize the limited partner, namely, Edmond de Rothschild Investment Partners, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), established and existing under the laws of France, having its registered office at 47, rue Faubourg Saint-Honoré, 75008, Paris, France and registered with the Paris Trade and Companies Register under number 444 071 989, to take over all the Company's assets and liabilities, even those actually unknown following the closing of the Liquidation;
4. Discharge to the General Partner;
5. Closing of the liquidation;
6. Book keeping.

Resolutions

- I. The meeting declares that the activity of the Company has ceased, and resolves to dissolve anticipatively the Company.
- II. The meeting declares that all known liabilities of the Company have been settled or provisioned.
- III. The meeting unanimously resolves to authorize the limited partner, namely, Edmond de Rothschild Investment Partners, a partnership limited by shares (société en commandite par actions), established and existing under the laws of France, having its registered office at 47, rue Faubourg Saint-Honoré, 75008, Paris, France and registered with the Paris Trade and Companies Register under number 444 071 989 (the Limited Partner), to take over all the Company's assets and liabilities, even those actually unknown following the closing of the Liquidation.
- IV. The meeting unanimously resolves to give full discharge to the general partner, namely Edmond de Rothschild Investment Partners China S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142843, until the date hereof.
- V. The meeting unanimously resolves to pronounce the closing of the liquidation.

VI. The meeting unanimously resolves that the accounts and other documents of the Company shall remain for a period of five (5) years at the former registered office of the Company, and that all the sums and assets eventually belonging to creditors who were not present at the end of the liquidation will be deposited at the same former registered office for the benefit of all it may concern.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above.

The document having been read to the members of the bureau and the proxy holder of the appearing persons, who are known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treizième jour de Novembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Edmond de Rothschild Private Equity China II S.C.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 196056, constituée par acte de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 13 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1152, en date du 5 mai 2015 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire, en date du 2 novembre 2015, en cours de publication auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Nicolas Cuisset, employé, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mlle Morgane Mathieu, employée, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mlle Morgane Mathieu, employée, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

Les actionnaires présents ou dûment représentés en vertu de deux (2) procurations données respectivement le 26 octobre 2015 et le 27 octobre 2015, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il appert de cette liste de présence que cent pour cent (100%) des actions, représentant la totalité du capital social de la Société, actuellement fixé à cinquante mille cinq cents Euros (EUR 50.500,00), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à son ordre du jour.

Ordre du jour

I. Dissolution de la Société;

I. Apurement et provisionnement de la totalité du passif de la Société;

II. Décision unanime des associés d'autoriser l'Associé Commanditaire, nommément, Edmond de Rothschild Investment Partners, une société en commandite par actions, établie et existante selon les lois de France, ayant son siège social au 47, rue Faubourg Saint-Honoré, 75008, Paris, France et immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris sous le numéro 444 071 989, de reprendre l'ensemble des actifs et passifs de la Société, y compris éventuellement ceux inconnus à ce jour;

III. Décharge à l'Associé Commandité;

IV. Clôture de la Liquidation;

V. Comptes et documents de la Société.

Résolutions

I. L'assemblée déclare que l'activité de la Société a cessé, et décide de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

II. L'assemblée déclare que tout le passif connu de la Société est apuré ou provisionné.

III. L'assemblée décide unanimement d'autoriser l'associé commanditaire, nommément, Edmond de Rothschild Investment Partners, une société en commandite par actions, établie et existante selon les lois de France, ayant son siège social

au 47, rue Faubourg Saint-Honoré, 75008, Paris, France et immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris sous le numéro 444 071 989 (l'Associé Commanditaire), de reprendre l'ensemble des actifs et passifs de la Société, y compris éventuellement ceux inconnus à ce jour.

IV. L'assemblée décide unanimement de donner décharge pleine et entière à l'associé commandité, nommément, Edmond de Rothschild Investment Partners China S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142843, jusqu'à la date des présentes.

V. L'assemblée décide unanimement de prononcer la clôture de la liquidation.

VI. L'assemblée décide unanimement que les comptes et documents de la Société seront conservés pour une durée de cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société, et que toutes les sommes et actifs qui seraient dus à tout créancier qui ne se serait pas manifesté à la clôture de la liquidation seront conservés à ce même lieu à l'attention d'un tel créancier.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Cuisset, Mathieu, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 novembre 2015. Relation: EAC/2015/26692. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015196717/137.

(150221407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Devcotex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1950 Luxembourg, 12, rue Auguste Lumière.

R.C.S. Luxembourg B 201.950.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Frédéric BIECQUES, entrepreneur, né à Lille, France, le 7 mars 1960, demeurant à L-1950 Luxembourg, 12, rue Auguste Lumière,

ici représenté par Monsieur Tobias FABER, juriste, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "DEVCO TEX S.à r.l.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'import-export de textiles.

La Société a encore pour objet l'achat-vente, le commerce de voitures anciennes, de collection et leur mise en valeur ainsi que la mise à disposition de telles voitures à des tiers.

La Société a en outre pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (10,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Frédéric BIECQUES, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prêté moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

1. Le siège social est établi à L-1950 Luxembourg, 12, rue Auguste Lumière.
2. Monsieur Frédéric BIECQUES, entrepreneur, né à Lille, France, le 7 mars 1960, demeurant à L-1950 Luxembourg, 12, rue Auguste Lumière, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Remarque

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentée fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. FABER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 1^{er} décembre 2015. 2LAC/2015/27224. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196699/126.

(150220386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Enhanced Loan Investment Strategy Direct Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.505,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.775.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of November,
before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Enhanced Loan Investment Strategy, an investment company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a société d'investissement spécialisé - fonds d'investissement spécialisé (SICAVFIS) formed under the form of a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered under number B186891 (the Sole Shareholder),

represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in Enhanced Loan Investment Strategy Direct Holdings S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with a share capital of GBP 12,504 (twelve thousand five hundred and four British pounds), having its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 193775 (the Company). The Company was incorporated on 21 January 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 512 dated 24 February 2015. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2024 dated 10 August 2015.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

(1) waiver of the convening notices;

(2) increase of the share capital of the Company by an amount of GBP 1 (one British pound) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of GBP 12,505 (twelve thousand five hundred and five British pounds) by way of issuance of 1 (one) share of the Company, with a par value of GBP 1 (one British pound) (the New Share);

(3) subscription to, and payment in full of, the New Share;

(4) subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the above-mentioned changes;

(5) subsequent amendment of the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed to the registration in the share register of the Company of the New Share, and to see to any formalities in connection therewith; and

(6) miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Sole Shareholder resolves to waive the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it prior to the present meeting.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of GBP 1 (one British pound) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of GBP 12,505 (twelve thousand five hundred and five British pounds) by way of issuance of the New Share.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to the New Share and the full payment of the subscription price of the New Share, as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe to the New Share and to fully pay it up by way of a contribution in kind in an aggregate amount of GBP 269,185 (two hundred sixty nine thousand one hundred eighty-five British pounds) consisting in receivables in the amount of GBP 269,185 (two hundred sixty nine thousand one hundred eighty-five British pounds) (the Contribution).

The value of the Contribution in an amount of GBP 269,185 (two hundred sixty nine thousand one hundred eighty-five British pounds) is allocated as follows:

- (1) an amount of GBP 1 (one British pound) is allocated to the share capital account of the Company; and
- (2) an amount of GBP 269,184 (two hundred sixty nine thousand one hundred eighty-four British pounds) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution is supported by a certificate issued by the Company and the Sole Shareholder (the Certificate) which confirms inter alia that the value of the Contribution is at least equal to GBP 269,185 (two hundred sixty nine thousand one hundred eighty-five British pounds).

A copy of the Certificate, after being signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the notary, will remain attached to this deed to be submitted with it to the registration formalities.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital and the issuance of the New Share. It shall now read as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred and five British pounds (GBP 12,505) represented by twelve thousand five hundred and five (12,505) shares (collectively the Shares, and individually a Share) with a par value of one British pound (GBP 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to register the above changes, and hereby grants power and authority to any manager of the Company to individually under his/its sole signature register on behalf of the Company the issuance of the New Share of the Company in the share register of the Company and to sign said register, and to proceed to such other formalities as are required in connection with the above resolutions.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the attorney-in-fact of the Sole Shareholder signs together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de novembre
par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange.

COMPARAIT

Enhanced Loan Investment Strategy, une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS) sous forme de société anonyme constituée sous le droit du Grand Duché du Luxembourg, dont le siège se situe au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B186891 (l'Associé Unique),

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été paraphée *ne varietur* par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique demande au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de Enhanced Loan Investment Strategy Direct Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de GBP 12.504 (douze mille cinq cent quatre livres Sterling), ayant son siège social au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et immatriculée auprès

du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 193775 (la Société). La Société a été constituée 21 janvier 2015 par un acte du notaire instrumentant, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 512 du 24 février 2015. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2024 du 10 août 2015.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique souhaite adopter les résolutions suivantes:

- (1) renonciation aux formalités de convocation;
- (2) augmentation du capital social de la Société d'un montant de GBP 1 (une livre Sterling) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de GBP 12.505 (douze mille cinq cent cinq livres Sterling) par l'émission de 1 (une) part sociale de la Société, avec une valeur nominale de GBP 1 (une livre Sterling) (la Nouvelle Part Sociale);
- (3) souscription et paiement intégral de la Nouvelle Part Sociale;
- (4) modification consécutive de l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts) afin d'y refléter les modifications mentionnées ci-avant;
- (5) modification consécutive du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications mentionnées ci-avant, avec pouvoir donné à tout gérant de la Société afin de procéder à l'inscription de la Nouvelle Part Sociale dans ledit registre, et d'accomplir toutes les formalités qui y sont liées; et
- (6) divers.

IV. L'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée, l'Associé Unique décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considérant comme valablement convoqué et ayant connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué avant la présente assemblée.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de GBP 1 (une livre Sterling) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de GBP 12.505 (douze mille cinq cent cinq livres Sterling) par l'émission de la Nouvelle Part Sociale.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription de l'augmentation du capital social de la Société décidée par la résolution ci-dessus et le paiement intégral de la Nouvelle Part Sociale comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique décide de souscrire à la Nouvelle Part Sociale et de la libérer intégralement au moyen d'un apport en nature d'un montant total de GBP 269.185 (deux cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-cinq livres Sterling), consistant en des créances d'une valeur de GBP 269.185 (deux cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-cinq livres Sterling) (l'Apport).

La valeur totale de l'Apport GBP 269.185 (deux cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-cinq livres Sterling) sera allouée comme suit:

- (1) un montant de GBP 1 (une livre Sterling) sera alloué au compte capital social de la Société; et
- (2) un montant de GBP 269.184 (deux cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-quatre livres Sterling) sera alloué au compte de prime d'émission de la Société.

La valeur de l'Apport est certifiée par un certificat émis par la Société et l'Associé Unique (le Certificat) qui confirme entre autres que la valeur de l'Apport est au moins égale à GBP 269.185 (deux cent soixante-neuf mille cent quatre-vingt-cinq livres Sterling).

Une copie du Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social et l'émission la Nouvelle Part Sociale, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent cinq livres Sterling (GBP 12.505), représenté par douze mille cinq cent cinq (12.505) parts sociales (collectivement les Parts Sociales et individuellement une Part Sociale) ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, adoptée de la même manière que pour une modification des Statuts."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société afin de procéder, sous sa seule signature et pour le compte de la Société, à l'inscription de l'émission de la Nouvelle Part Sociale dans ledit registre, de le signer et d'accomplir toutes autres formalités qui pourraient être requises dans le cadre des résolutions ci-dessus.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date indiqué en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, celui-ci signe le présent acte avec le notaire soussigné.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 novembre 2015. Relation: EAC/2015/26634. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015196721/180.

(150220265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Cipio Partners S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 131.444.

In the year two thousand fifteen on the eleventh day of November.

Before us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

SENECA POOL S.A., SICAR, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 137.358.

here represented by Jennyfer Nündel, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of:

Cipio Partners S.à r.l., (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 131.444, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 July 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2575, on 12 November 2007. The articles of association have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the Sole Shareholder may hence validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Restatement of article 2 of the articles of association of the Company (the "Articles") that shall now be stated as follows:

The purpose of the Company is to act as managing general partner with unlimited liability of one or several SICARs, sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) organized as a société en commandite simple ou spéciale, duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «SICARs»), and to acquire and hold its participation as partner therein.

The Company may carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes and in accordance with applicable law.

The Company is registered as (i) sub-threshold alternative investment fund manager in accordance with articles 3.2 (b) and 3.3 of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and (ii) manager of collective investment undertakings that wish to use the designation 'EuVECA' under the Regulation (EU) no 345/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 April 2013 on European venture capital funds.

2. Restatement of article 1 of the Articles;
3. Restatement of article 11 of the Articles;
4. Restatement of the first paragraph of article 12 of the Articles;
5. Restatement of article 23 of the Articles; and
6. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to restate article 2 of the Articles that shall now read as follows:

Art. 2. The purpose of the Company is to act as managing general partner with unlimited liability of one or several SICARs, sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) organized as a société en commandite simple ou spéciale, duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «SICARs»), and to acquire and hold its participation as partner therein.

The Company may carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes and in accordance with applicable law.

The Company is registered as (i) sub-threshold alternative investment fund manager in accordance with articles 3.2 (b) and 3.3 of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and (ii) manager of collective investment undertakings that wish to use the designation 'EuVECA' under the Regulation (EU) no 345/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 April 2013 on European venture capital funds.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to restate article 1 of the Articles that shall now read as follows:

Art. 1. There is hereby established among the current owners of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the «Company») which shall be governed by Luxembourg law and, in particular, the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to restate article 11 of the Articles that shall now read as follows:

Art. 11. The Company is managed by its board of managers which shall be composed of at least three (3) managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any two managers or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to restate the first paragraph of article 12 of the Articles that shall now read as follows:

Art. 12. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to restate article 23 of the Articles that shall now read as follows:

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the applicable law and, in particular, the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de novembre.

Par-devant nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SENECA POOL S.A., SICAR, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque (SICAR) ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.358.

dûment représentée par Jennyfer Nündel, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par la comparante et le notaire, restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante est l'associé unique de la Société (l'«Associé Unique»), représentant l'intégralité du capital social de:

Cipio Partners S.à r.l., (ci-après la «Société») une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.444, constituée suivant acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 juillet 2007 et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2575, en date de 12 novembre 2007. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

La comparante représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé(e) à toute formalité de convocation. L'Associé Unique peut ainsi valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 2 des statuts de la Société (les «Statuts») qui sera désormais rédigé comme suit:

La Société a pour objet d'agir en tant qu'associé gérant commandité avec une responsabilité illimitée d'une ou de plusieurs SICARs, sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR), organisée(s) sous la forme de société(s) en commandite simple ou spéciale, dûment constituée(s) et régie(s) selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «SICARs») et d'en acquérir et d'en détenir une participation en tant qu'associé.

La Société peut exercer toute activité commerciale ou financière qu'elle estimera utile pour la réalisation de son objet conformément au droit applicable.

La Société est enregistrée en tant que (i) gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs en-dessous des seuils, conformément aux articles 3.2 (b) et 3.3 de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et (ii) gestionnaires d'organismes de placement collectif qui souhaitent utiliser la désignation «EuVECA» en vertu du règlement (UE) no 345/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds de capital-risque européens.

2. Modification de l'article 1 des Statuts;

3. Modification de l'article 11 des Statuts;

4. Modification du premier paragraphe de l'article 12 des Statuts;

5. Modification de l'article 23 des Statuts; et

6. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 2 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. La Société a pour objet d'agir en tant qu'associé gérant commandité avec une responsabilité illimitée d'une ou de plusieurs SICARs, sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR), organisée(s) sous la forme de société(s) en commandite simple ou spéciale, dûment constituée(s) et régie(s) par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «SICARs») et d'en acquérir et d'en détenir une participation comme associé.

La Société peut exercer toute activité commerciale ou financière qu'elle estimera utile pour la réalisation de son objet conformément au droit applicable.

La Société est enregistrée en tant que (i) gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs en-dessous des seuils, conformément aux articles 3.2 (b) et 3.3 de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et (ii) gestionnaires d'organismes de placement collectif qui souhaitent utiliser la désignation «EuVECA» en

vertu du règlement (UE) no 345/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 avril 2013 relatif aux fonds de capital-risque européens.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois luxembourgeoises et, en particulier, par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 11 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 11. La Société est gérée par un conseil de gérance avec au moins trois (3) gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la (les) autre(s) signature (s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 12 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 12. Le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 23 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions du droit applicable et, en particulier, de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que, sur demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom et résidence, ledit mandataire de la personne comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nündel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 novembre 2015. Relation: EAC/2015/26445. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015196625/180.

(150220266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

**Efimacor S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Endurance Finance S.à r.l.)**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 113.459.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of the month of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

The joint-stock company "SIDOTI a.s.", established and existing under the laws of the Czech Republic, having its registered office in Vladislavova 1390/17, Nové Město, 110 00 Prague 1, Czech Republic (previously Prague 1, Václavské náměstí 1601/47, Postal Code 110 00, Czech Republic), Business ID No. 281 81 204, registered in the Commercial Register maintained by the Municipal Court in Prague, Section B, File No 12581, (the "Principal"),

represented by its director with sole power of signature, Mr Martin NEMECEK.

The appearing party, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the address of “SIDOTI a.s.”, prequalified, has changed and it is now set at Vladislavova 1390/17, Nové Město, 110 00 Prague 1,

- That the private limited liability company “ENDURANCE FINANCE S.à r.l.”, established and having its registered office in L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 113459, (the “Company”), has been incorporated on December 16, 2005, pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 697 of April 5, 2006,

and that the articles of association (the “Articles”) have been amended several times and for the last time on December 4, 2014, pursuant to a deed of the officiating notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 91 of January 13, 2015;

- The Principal is the sole actual partner (the “Sole Partner”) of the Company and that it has taken, the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner decides to change the denomination of the Company from “ENDURANCE FINANCE S.à r.l.” into “Efimacor S.à r.l.”.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole Partner decides to amend article 1 of the Articles in order to read as follows:

“ **Art. 1. Form, Corporate Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Efimacor S.à r.l. (hereafter the «Company»), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).”

Third resolution

The Sole Partner decides to amend the representation of the Company and signature regime and to amend subsequently articles 10 (two first paragraphs), 11 (first paragraph) and 12 of the Articles in order to read as follows:

Art. 10. (two first paragraphs).

“ **Art. 10. Management.** The Company is managed by at least one manager who need not to be unitholder and who is appointed by the general meeting of unitholders. The Company shall have “class A” managers and/or “class B” managers, whereby the classes of managers are set by a resolution of the unitholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

The managers have the same rights to participate and vote at any meeting of the board of managers, regardless of their class. However, to be valid, a resolution of the board of managers shall be adopted by the majority of “class A” managers.”

Art. 11. (first paragraph).

““ **Art. 11. Powers of the managers.** In dealing with third parties and subject to the limitations set in article 12, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.”

Art. 12.

“ **Art. 12. Representation of the Company.** The Company shall be bound by the joint signatures of two “class A” managers. In the event there is only one “class A” manager in the office, the Company shall be bound by an individual signature of one “class A” manager. The Company shall be also bound by the joint signatures of one “class A” manager together with one “class B” manager. “Class B” manager shall only sign jointly together with a “class A” manager.

The Company shall also be bound by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the managers.”

Fourth resolution

The Sole Partner decide to dismiss the current managers, Mr Martin NEMECEK and Mr Zdenek HAVELKA, with immediate effect, and to appoint, for an unlimited period of time, two new managers:

- Mr Radovan VÍTEK, born on January 22, 1971 in Nové Město na Moravě, Czech Republic, residing at Résidence des Pierres, Route de la Moubra 21, 3963 Crans-Montana, Switzerland, and

- Mr Marek GALVAS, born on April 17, 1975 in Brno, Czech Republic, residing at Běly Pažoutové 686/16, Komín, 624 00 Brno, Czech Republic,
as “class A” managers.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the representative of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said representative has signed with Us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société anonyme "SIDOTI a.s.", établie et existant sous les lois de la République Tchèque, ayant son siège social à Prague 1, Václavské náměstí 1601/47, code postal 110 00, République Tchèque (anciennement Prague 1, Václavské náměstí 1601/47, Postal Code 110 00, Czech Republic), Business ID No. 281 81 204, inscrite au Commercial Register conservé au Municipal Court de Prague, section B, numéro document 12581, (la «Comparante»),

représentée par son administrateur avec pouvoir de signature individuel, Monsieur Martin NEMECEK.

La comparante, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que l'adresse de "SIDOTI a.s.", préqualifiée, a changée et qu'elle est domiciliée à Vladislavova 1390/17, Nové Město, 110 00 Prague 1,

- Que la société à responsabilité limitée "ENDURANCE FINANCE S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 113459, (la "Société"), a été constituée en date du 16 décembre 2005, suivant acte reçu par Maître Henri HEL-LINCKX, notaire alors de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 697

du 5 avril 2006,

et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 4 décembre 2014 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 91 du 13 janvier 2015;

- Que la comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société et qu'elle a pris, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société de "ENDURANCE FINANCE S.à r.l." en "Efimacor S.à r.l."

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Efimacor S.à r.l. (ci-après «la Société»), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).”

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier la représentation de la Société et le régime de signature et de modifier par conséquent les articles 10 (deux premiers paragraphes), 11 (premier paragraphe) et 12 des Statuts, afin de leur donner la teneur suivante:

Art. 10. (deux premiers paragraphes).

“ **Art. 10. Gérance.** La Société est gérée par au moins un gérant qui ne doit pas obligatoirement être associé et qui est nommé par l'assemblée générale des associés. La Société aura des gérants de "classe A" et/ou des gérants de "classe B",

de telles classes de gérants étant instaurées suivant décision des associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les gérants ont les mêmes droits de participer et voter à toute réunion du conseil de gérance, indépendamment de leur classe. Cependant, pour être valable, une résolution du conseil de gérance devra être adoptée par la majorité des gérants de “classe A”.

Art. 11. (premier paragraphe).

“ **Art. 11. Pouvoirs des gérants.** Dans les rapports avec les tiers, et sous réserve des restrictions énoncées à l'article 12, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.”

Art. 12.

“ **Art. 12. Représentation de la Société.** La Société est valablement engagée par les signatures conjointes de deux gérants de “classe A”. Au cas où il n'y aurait qu'un gérant de “classe A” en fonction, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant de “classe A”. La Société sera également valablement engagée par les signatures conjointes d'un gérant de “classe A” et d'un gérant de “classe B”. Un gérant de “classe B” ne pourra signer que conjointement avec un gérant de “classe A”.”

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de révoquer les gérants actuels, Monsieur Martin NEMECEK et Monsieur Zdenek HAVELKA, avec effet immédiat, et de nommer, pour une durée indéterminée, deux nouveaux gérants:

- Monsieur Radovan VITEK, né le 22 janvier 1971 à Nové Město na Moravě, République Tchèque, demeurant Résidence des Pierres, Route de la Moubra 21, 3963 Crans-Montana, Suisse, et
 - Monsieur Marek GALVAS., né le 17 avril 1975 à Brno, République Tchèque, demeurant Běly Pažoutové 686/16, Komín, 624 00 Brno, République Tchèque,
- comme gérants de “classe A”.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au représentant de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit représentant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. NEMECEK, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 27 novembre 2015. 2LAC/2015/27048. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 3 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196743/156.

(150220874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

DB STG Lux 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 193.548.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of November,
before us Maître Jean-Paul Meyers, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of DB STG Lux 5 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

of 31 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 429 of 17 February 2015 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193548 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The meeting was declared open at 15.00 p.m. by Maître Catherine Kremer, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Maître Charline Lesniarek, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Paul Tecklenburg, lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of thirty thousand four hundred twenty euro (EUR 30,420.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to forty-two thousand nine hundred twenty euro (EUR 42,920.-).

2 To issue thirty thousand four hundred twenty (30,420) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for the new shares with payment by DB Credit Investments S.à r.l. and to accept full payment in cash for these new shares.

4 To reduce the corporate capital of the Company by an amount of eleven thousand nine hundred twenty euro (EUR 11,920.-) so as to reduce it from its current amount of forty-two thousand nine hundred twenty euro (EUR 42,920.-) to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) by absorption of losses in the amount of eleven thousand nine hundred twenty euro (EUR 11,920.-) and by the cancellation of eleven thousand nine hundred twenty (11,920) shares.

5 To amend article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above resolutions.

6 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole issued capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of thirty thousand four hundred twenty euro (EUR 30,420.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to forty-two thousand nine hundred twenty euro (EUR 42,920.-).

Second resolution

The general meeting resolved to issue thirty thousand four hundred twenty (30,420) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared DB Credit Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of three hundred fifty-six thousand euro (EUR 356,000.-), with registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 114238 ("DB Credit Investments S.à r.l."), represented by Maître Catherine Kremer, by virtue of a proxy given on 25 November 2015, in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

DB Credit Investments S.à r.l. declared to subscribe to the thirty thousand four hundred twenty (30,420) new shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, and to fully pay in cash for these new shares.

The amount of thirty thousand four hundred twenty euro (EUR 30,420.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The general meeting resolved to accept said subscription and payment and to allot the thirty thousand four hundred twenty (30,420) new shares to DB Credit Investments S.à r.l..

Fourth resolution

The general meeting resolved to reduce, with immediate effect, the issued capital of the Company by an amount of eleven thousand nine hundred twenty euro (EUR 11,920.-) so as to reduce it from its current amount of forty-two thousand nine hundred twenty euro (EUR 42,920.-) to thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) by absorption of losses in the amount of eleven thousand nine hundred twenty euro (EUR 11,920.-) and by the cancellation of eleven thousand nine hundred twenty (11,920) shares.

Fifth resolution

The general meeting resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“ **Art. 5.** The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.”

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 15.15 p.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de novembre,
par-devant nous Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg,
s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de DB STG Lux 5 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand Duché de Luxembourg, en date du 31 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 429 du 17 février 2015, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 193548 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 15.00 sous la présidence de Maître Catherine Kremer, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Maître Charline Lesniarek, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Paul Tecklenburg, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trente mille quatre cent vingt euros (EUR 30.420,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à quarante-deux mille neuf cent vingt euros (EUR 42.920,-).

2 Émission de trente mille quatre cent vingt (30.420) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales par DB Credit Investments S.à r.l. et acceptation d'un paiement intégral en espèces pour ces nouvelles parts sociales.

4 Réduction du capital social de la Société d'un montant de onze mille neuf cent vingt euros (EUR 11.920,-) afin de le porter de son montant actuel de quarante-deux mille neuf cent vingt euros (EUR 42.920,-) à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) par absorption des pertes d'un montant de onze mille neuf cent vingt euros (EUR 11.920,-) et par annulation de onze mille neuf cent vingt (11.920) parts sociales.

5 Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

6 Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre d'parts sociales détenues par les associés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les associés présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trente mille quatre cent vingt euros (EUR 30.420,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à quarante-deux mille neuf cent vingt euros (EUR 42.920,-).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'émettre trente mille quatre cent vingt (30.420) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu DB Credit Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de trois cent cinquante-six mille euros (EUR 356.000,-), ayant son siège social au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 114238 («DB Credit Investments S.à r.l.»), représentée par Maître Catherine Kremer, en vertu d'une procuration donnée le 25 novembre 2015, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

DB Credit Investments S.à r.l. a déclaré souscrire trente mille quatre cent vingt (30.420) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et de payer intégralement en espèces pour ces nouvelles parts sociales.

Le montant de trente mille quatre cent vingt euros (EUR 30.420,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'accepter ladite souscription et le paiement et d'allouer les trente mille quatre cent vingt (30.420) parts sociales nouvelles à DB Credit Investments S.à r.l..

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de réduire, avec effet immédiat, le capital social de la Société d'un montant de onze mille neuf cent vingt euros (EUR 11.920,-) afin de le porter de son montant actuel de quarante-deux mille neuf cent vingt euros (EUR 42.920,-) à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) par absorption des pertes d'un montant de onze mille neuf cent vingt euros (EUR 11.920,-) et par annulation de onze mille neuf cent vingt (11.920) parts sociales.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le paragraphe premier de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit paragraphe sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social émis de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trente et un mille (31.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et entièrement libérées.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.15 heures..

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Catherine Kremer, Charline Lesniarek, Paul Tecklenburg, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 novembre 2015. Relation: EAC/2015/28263. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 30 novembre 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015196693/181.

(150220884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Episo 3 Edge Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 201.949.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth of November.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EPISO 3 Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B173.174 with a share capital of twelve thousand five hundred ninety euros (EUR 12,590.-) (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, whose professional address is at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on November 26th, 2015,

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “EPISO 3 Edge Holding II S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed or by a sole manager or by at least three (3) managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of its mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

8.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager) (The A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers).

8.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.3. Procedure

(i) The Board meets at the request of any one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the the sole signature of its A Manager or by the joint signature of any two B Managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the

Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

Subscription and payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its Sole Shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

is appointed as A Manager:

- Mr. Yves BARTHELS, born on October 10th, 1973 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

are appointed as B Managers:

- Mr. Romain DELVERT, born on June 26th, 1973, in Tours, France, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

- Mr. Mark TERRY, born on January 10th, 1977, in Arawa, Papua New Guinea, residing professionally at Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GB-W1J 6DB London.

2. The registered office of the Company is located at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-six novembre,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

EPISO 3 Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.174, ayant un capital social de douze mille cinq cent quatre-vingts-dix euro (EUR 12.590.-) (l'Associé Unique),

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 26 novembre 2015,

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPISO 3 Edge Holding II S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et dans tous biens immobiliers, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier quelles qu'en soient les modalités d'acquisition, notamment mais sans que ce soit limitatif, l'acquisition par la vente ou l'exercice de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (1.-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée soit par un gérant unique, soit par au moins trois (3) gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants ainsi que tous les gérants additionnels ou de remplacement nommés par la société, sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil) formé d'un gérant de catégorie A (le Gérant A) et au moins deux gérants de catégorie B (les Gérants B) (Le Gérant A et les Gérants B sont ci-après désignés en tant que Gérants).

8.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant A ou par la signature conjointe de deux Gérants B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)**Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.****11.1. Pouvoirs et droits de vote**

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Est nommé Gérant A:

- M. Yves BARTHELIS, né le 10 octobre 1973 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et

Sont nommés Gérants B:

- M. Romain DELVERT, né le 26 juin 1973, à Tours, France, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L- 2310 Luxembourg; et

- M. Mark TERRY, né le 10 janvier 1977 à Arawa, Papouasie- Nouvelle-Guinée, demeurant professionnellement au Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GBW1J 6DB Londres.

2. Le siège social de la Société est établi au 16, avenue Pasteur, L- 2310 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 27 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/27065. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196751/499.

(150220300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Episo 4 Seed Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. EPISO 4 Forge 1 S.à r.l.)

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 199.720.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-third day of November, before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of EPISO 4 Forge 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 199.720 (the Company).

The Company was incorporated on August 25, 2015 pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2890, on October 23, 2015, whose articles of association have not been amended since (the Articles).

There appeared

EPISO 4 Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 199.106 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, whose professional address is at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 23rd, 2015.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Change of name of the Company into "EPISO 4 Seed Holding S.à r.l.";

2. Subsequent amendment of the Articles in accordance with the above resolution;

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the denomination of the Company from “EPISO 4 Forge 1 S.à r.l.” into “EPISO 4 Seed Holding S.à r.l.”.

Second resolution

In view of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the article one of the Articles to be read as follows:

“ **Art. 1. Name.** The name of the company is “EPISO 4 Seed Holding S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour de novembre,

par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique (l' Associé Unique) de EPISO 4 Forge 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199.720 (la Société).

La Société a été constituée le 25 août 2015 suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2890, le 23 octobre 2015 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (les Statuts).

A comparu,

EPISO 4 Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199.106 (l' Associé Unique)

ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, de résidence professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 novembre 2015;

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

L' Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l' Associé Unique détient ensemble toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l' Associé Unique est libellé comme suit:

1. Changement de dénomination sociale de la Société en «EPISO 4 Seed Holding S.à r.l.»;

2. Modification subséquente des Statuts de la Société conformément à ce qui précède.

III. Que l' Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L' Associé Unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société d'«EPISO 4 Forge 1 S.à r.l.» en «EPISO 4 Seed Holding S.à r.l.».

Deuxième résolution

Au regard de la résolution qui précède, l' Associé Unique décide de modifier l'article un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPISO 4 Seed Holding S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts)

Estimation des frais

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 25 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/26767. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196753/104.

(150220210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Real Estate Classifieds Asia Extra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.394.

Extrait des résolutions écrites prises par les associés de la Société en date du 11 novembre 2015

En date du 11 novembre 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur Kian Moini, né le 21 novembre 1986 à Pforzheim, Allemagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 56, Zossenerstrasse, 10961 Berlin, Allemagne, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Paul Philipp Hermann, né le 4 mars 1982 à Baden-Baden, Allemagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 56, Zossenerstrasse, 10961 Berlin, Allemagne, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Julien De Mayer, né le 9 avril 1982 à Etterbeek, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christian Senitz, gérant de catégorie A
- Monsieur Kian Moini, gérant de catégorie A
- Monsieur Paul Philipp Hermann, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich Binninger, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien De Mayer, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Real Estate Classifieds Asia Extra S.à r.l.

Référence de publication: 2015196255/28.

(150219607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.
